



Session du 29 juin 2020

Intervention de Jocelyne Martin et Jean-Luc Rotureau

solidarités
Budget supplémentaire de l'insertion

Monsieur le Président,
cher-e-s collègues,

Depuis de nombreuses années, notre groupe défend la mise en œuvre d'offres d'insertion comme levier pour réduire le nombre d'allocataires RSA.

En 2020, la réforme du chômage et surtout la conjoncture économique, avec déjà 1 000 allocataires RSA supplémentaires en avril, démontrent la nécessité d'agir sans tarder dans le déploiement de nouveaux dispositifs d'accompagnement des personnes sans emploi. Nous ne devons pas attendre. Il est nécessaire d'anticiper pour accompagner ces nouveaux bénéficiaires pour une sortie rapide des dispositifs.

Si les dispositifs existants demeurent pertinents, (avec toutes les améliorations demandées depuis des sessions et des sessions !) avec la crise, c'est un nouveau public et surtout plus nombreux qu'il faut accompagner : des personnes peu éloignées de l'emploi, des artisans et entrepreneurs, des auto-entrepreneurs ...

Nous devons anticiper, mettre en place les outils, les accompagnements appropriés à ce public pour maintenir les compétences et préserver la dynamique emploi. C'est notre cœur de compétences, si nous ne le faisons pas, qui va le faire ?

L'augmentation des crédits d'accompagnement est incontournable pour créer des dispositifs adaptés, en lien avec les structures de l'insertion.

Nous vous demandons de flécher plus de crédits pour l'accompagnement des Bénéficiaires du RSA. Nous les jugeons insuffisants pour faire face à la crise en cours. Le secteur de la restauration, de l'hôtellerie est un des secteurs les plus touchés par la crise. Une aide ponctuelle est proposée avec le plan tourisme mais allons plus loin. Nous demandons la mise en place d'un dispositif, en lien avec les structures de l'insertion, plus particulièrement à destination des personnels de l'hôtellerie et de la restauration pour maintenir et renforcer les compétences et ainsi accompagner la relance.

Voilà enfin le moment venu de mettre en œuvre les chantiers d'insertion en entreprises. Personnellement, je suis un peu lasse d'entendre votre réponse Monsieur Le Président, que nous devons encore attendre.

Nous sommes tous conscients, et vous avez tenu vous-même ce propos lors d'une dernière commission, que le travail d'accompagnement vers les bénéficiaires du RSA avait permis de limiter la hausse du nombre de personnes au RSA.

Alors, Monsieur le Président, travaillons pour limiter la hausse que nous craignons tous. Inventons ensemble. Faut-il investir dans des actions pour l'insertion, ou uniquement abonder les lignes budgétaires pour assurer l'augmentation des allocations ?

C'est le choix qui est devant nous !

Nous demandons l'inscription de 500 000 € en fonctionnement pour développer une offre d'insertion adaptée à la situation actuelle.

Merci